



COMMISSION LOCALE D'INFORMATION

Auprès du site de Creys-Malville

Réunion de la CLI du 25 juin 2013

Compte rendu

CIVILITE	PRENOM	NOM	TITRE	SIGNATURE
Monsieur	Jean	Allandrieu	Maire de Charette	Excusé
Monsieur	Denis	Degrelle	Préfecture38, SIDPC	Présent
Monsieur	Olivier	Bonnard	Maire de Creys-Mépieu	Présent
Madame	Véronique	Bouilly	Directrice CIDEN de Creys-Malville	Présente
Monsieur	Jean-Claude	Buhagiar	Maire de Porcieu Amblagnieu	Excusé
Monsieur	Georges	Colombier	Conseiller général de l'Isère	Excusé
Madame	Josette	Delclève	Maire de Passins	Présente
Monsieur	Roland	Desbordes	Président de la Criirad	Représenté
Monsieur	Grégoire	Deyirmendjian	Chef de division ASN	Excusé
Monsieur	Richard	Escoffier	Adjoint au chef de Division – ASN Lyon	Excusé
Monsieur	Marcel	Feuillet	représentant de la FRAPNA Isère	Présent
Monsieur	Yves	François	Représentant de la Chambre d'agriculture	Présent
Monsieur	Claude	Gabelle	Représentant de SFEN Alpes	Présent
Monsieur	Christian	Giroud	Maire de Montalieu-Vercieu	Excusé
Monsieur	François	Giannocarro	Directeur de l'IRMa	Présent
Monsieur	Michel	Guillot	Président de la Chambre des métiers et de l'artisanat	Présent
Monsieur	Matthieu	Mangion	Chef de la division de Lyon de l'ASN délégué	Présent
Monsieur	Romain	Pereira	Inspecteur ASN	Présent
Monsieur	Serge	Revel	Président de la CLI Vice-président du Conseil général de l'Isère	Présent
Madame	Laurent	Rosette	Président de l'association ARSEQ 75	Présent
Monsieur	Olivier	Roux	Président du conseil départemental de l'ordre des médecins de l'Isère	Représenté
Monsieur	Gérard	Sultana	Adjoint au Maire de Montalieu-Vercieu	Présent
Monsieur	Thierry	Taponard	Responsable communication CIDEN de Creys-Malville	Présent
Monsieur	Jean-Jacques	Uhry	Présidente de l'association Air Rhône-Alpes	Excusé

Madame	Alain	Veyret	Maire d'Arandon	Représenté
Capitaine	Mickaël	Villette	PSPG	Présent
Adjudant	Henri	Paire	PSPG	Présent
Monsieur	François	Didelot	EDF Chef de mission	Présent
Monsieur	Jean-Luc	Chauveau	EDF Creys	Présent
Madame	Marie	Chaffard	Radio France	Présente
Monsieur	Philippe	Fillod	Adjoint au Maire de Creys-Mépieu	Présent
Madame	Cécile	Boyer	CIDEN Environnement	Présente
Monsieur	Gilles	Gontier	CIDEN Environnement	Présent
Monsieur	Bruno	Chareyron	CRIIRAD	Présent
Monsieur	Jean-René	Causse	Conseil départemental de l'ordre des médecins de l'Isère	Présent

Préambule

Le Président de la CLI, Serge Revel ouvre la séance à 18h07.

Le compte-rendu de la CLI du 20 décembre 2012 est approuvé. Il n'y a pas de remarques particulières sur le bilan 2012-2013.

1. Tritium :

o Rappel sur les principaux systèmes de mesure du tritium sur le site (EDF)

Cécile Boyer, chargée d'étude en radioécologie au CIDEN, répond aux questions de la précédente CLI concernant le tritium à l'aide de la présentation en annexe 1. Elle commence par des rappels généraux sur le tritium, puis présente le programme de surveillance radioécologique de l'environnement des sites EDF. Elle présente ensuite le suivi radiologique particulier de l'environnement terrestre, réalisé par l'IRSN, en lien avec les rejets de tritium de l'automne 2012.

Éléments de débat :

- Pendant combien de temps le tritium reste-t-il radioactif ?
- C. Boyer répond que la période radioactive du tritium est de 12,3 ans.
- S. Revel demande pourquoi les feuilles de chêne ont été choisies pour les mesures.
- C. Boyer : dans le suivi annuel, on prélève différents types d'échantillon (eau, sol, air,...), il y a aussi des produits de consommation. Les feuilles de chêne permettent d'avoir une réponse rapide sur un organisme végétal.
- Pourquoi les sites de mesures choisis sont tous en amont du Rhône et pas en aval ?
- C. Boyer répond que les sites sont choisis en fonction de la rose des vents.

- Y. François demande si d'autres lâchers de tritium sont prévus et quels effets ces rejets pourraient avoir sur le lait et l'herbe, sachant que ces nouveaux rejets pourraient se cumuler à ceux déjà effectués.
- V. Bouilly répond qu'il y aura un deuxième lâcher en fin d'année. D'autres composants seront à traiter qui généreront du tritium, suivant un planning qui s'échelonne jusqu'à l'été 2017.
- C. Boyer : il y a un suivi réglementaire et un suivi radiologique complémentaire qui vont permettre de vérifier qu'il n'y a pas d'augmentation de la radioactivité dans l'environnement. Ce suivi particulier, qui a été mis en place à l'automne 2012, donne une bonne image instantanée de ce que l'on a actuellement dans l'environnement.
- M. Mangion précise que le tritium a une très faible radiotoxicité, il a peu d'impacts sur la santé. Toutefois, l'ASN veille à ce que les rejets en tritium soient limités au niveau le plus bas possible. Cette vérification se fait par trois processus : l'ASN instruit les demandes d'autorisation de rejets de l'installation en vérifiant dans ce cadre que les rejets soient limités au niveau le plus bas possible au vu des techniques disponibles ; l'ASN contrôle régulièrement les rejets de l'installation pour s'assurer du respect de la réglementation ; et entre 2007 et 2009, l'ASN a mis en place des groupes de réflexion sur le tritium pour vérifier le faible impact du tritium. Ces groupes de réflexion ont abouti à la publication d'un livre blanc sur le tritium (disponible sur Internet). Les recherches ont confirmé le faible impact du tritium, et ont mené à la mise en place d'un plan d'action tritium visant notamment à renforcer les contrôles au sein de la chaîne alimentaire.
- B. Chareyron : L'essentiel de la surveillance s'est fait au sud-est, sous les vents dominants. Pendant les rejets, les vents étaient-ils plutôt dans le sens dominant en provenance du nord-ouest ou dans le sens inverse ?
- C. Boyer : pendant les rejets, on a eu une rose des vents plus écrasée. Les vents étaient très faibles, ce qui est défavorable à une bonne dilution. Malgré ces conditions plutôt défavorables, les résultats montrent un impact des rejets très faible. Dans le suivi annuel classique, on a plutôt des échantillons qui sont prélevés au sud-est, mais on pense revoir la carte des prélèvements très prochainement.
- J-R. Causse : Est-on obligé d'avoir des rejets gazeux ? Pourrait-on transformer ces rejets en eau et la congeler pour stocker le tritium ?
- V. Bouilly ne peut pas répondre précisément mais pense que c'est techniquement très difficile.
- C. Boyer : Passer le tritium en eau n'aurait peut-être pas un grand intérêt au vu des faibles activités en jeu. Il n'y aurait pas beaucoup de gain du point de vue environnemental.
- M. Mangion : Les groupes de réflexion sur le tritium ont travaillé sur la possibilité de traiter différemment le tritium. L'une des conclusions des groupes de travail est que la détritiation des rejets des installations nucléaires n'est aujourd'hui pas réalisable à un coût acceptable avec les meilleures techniques disponibles, au vu notamment de la faible radiotoxicité de cet élément. Dans ce contexte, l'ASN considère que la comptabilisation des rejets doit continuer à être maîtrisée et à faire l'objet d'une information régulière du public, et qu'une veille technologique dans le domaine de la détritiation doit être mise en place.
- Y. François : Il serait intéressant de faire des prélèvements au nord de la centrale car il y a un élevage important de porcs et de faire des prélèvements sur la viande et sur le lisier qui est épandu sur les terres locales.
- C. Boyer : le fait de prélever sur le lait est un moyen dérivé de voir ce qui se passe au sein des organismes animaux. Il n'y a pas de prélèvements au nord pour l'instant.

○ Intervention CRIIRAD

Bruno Chareyron, responsable du laboratoire de la CRIIRAD, souhaite tout d'abord revenir sur la question de la possibilité de transformer les rejets de tritium pour les stocker. Il explique que si on n'a pas développé de procédés pour stocker le tritium, ce n'est pas seulement pour des raisons techniques mais aussi pour des questions de coûts, il est donc important que les populations soumises aux rejets soient informées des impacts afin qu'elles puissent peser dans les choix effectués par EDF de piéger ou non le tritium présent dans les rejets.

O. Bonnard demande à ce que les échanges ne soient pas trop techniques.

A l'aide de la présentation donnée en annexe 2, Bruno Chareyron présente la CRIIRAD, puis l'impact des rejets tritiés, quelques éléments sur les rejets liquides, et la question du transport de matières radioactives. La dernière partie de la présentation relative aux questions à poser à la CLI n'a pas été présentée par manque de temps. Serge Revel propose à B. Chareyron de poser ses questions par écrit à l'exploitant.

Eléments de débat :

- B. Chareyron : les mesures effectuées par la CRIIRAD confirment que le suivi réalisé par EDF, en se focalisant sur le secteur sud, ne rend pas compte correctement de l'impact des rejets atmosphériques.
- EDF : il est prévu à l'avenir d'effectuer des contrôles au nord du site
- C. Boyer s'interroge sur la position de la CRIIRAD relative aux seuils de potabilité de l'eau, actuellement à 10000Bq/L pour le tritium calculé par l'OMS. Sur quels critères se base la CRIIRAD pour proposer un seuil de 10Bq/L ?
- B. Chareyron : Il y a trois étapes dans le raisonnement : premièrement, il faut aligner l'analyse des risques liés à la radioactivité sur les mêmes critères sanitaires que pour les risques chimiques. L'OMS retient un risque de 10^{-3} pour la radioactivité, alors que le risque chimique retenu est de 10^{-5} . Le deuxième argument concerne l'efficacité biologique relative (EBR) du tritium : des travaux récents montrent que l'EBR pour le tritium serait sous-estimée d'un facteur 2. Ce qui signifie que le tritium serait deux fois plus dangereux qu'on le pensait.
- G. Gontier : C'est discutable, car la CIPR (Commission internationale de protection radiologique) n'est pas d'accord avec ces études.
- Est-ce qu'on trouve du tritium naturellement dans l'environnement ?
- B. Chareyron : On en trouve partout mais à des concentrations très faibles, inférieures à 2Bq/L. Il faut distinguer la radioactivité naturelle et la radioactivité liée à l'homme. En fixant un seuil à 20Bq/L, on est sûr que si on trouve une eau à une concentration supérieure à ce seuil, on est en présence de tritium non naturel.
- La radiotoxicité du tritium est la même, qu'il soit naturel ou artificiel.
- Le tritium ne se transforme-t-il pas en deutérium ?
- B. Chareyron : Il existe trois isotopes de l'hydrogène : l'hydrogène normal et le deutérium, qui ne sont pas radioactifs, et le tritium, qui est radioactif et se transforme en hélium par désintégration bêta.
- B. Chareyron : quelle est l'origine du carbone 14 détecté dans les poissons ? Quelle l'activité du carbone 14 dans le sodium primaire et donc dans les bétons sodés ? Y a-t-il dans le sodium primaire des isotopes du plutonium ?
- V. Bouilly n'a pas les éléments de réponse. Elle note les questions et y répondra plus tard.

- Le chauffeur d'un véhicule transportant des matières radioactives est exposé aux rayonnements ?
- B. Chareyron : Le chauffeur est particulièrement exposé mais il est soumis aux normes des personnels exposés, c'est-à-dire 20mSv/an, contre 1mSv/an pour le public. De plus, certains chauffeurs ne portent pas leur dosimètre car ils savent très bien qu'ils ne respecteraient pas les normes. Le site de Creys-Malville évacue des colis de déchets radioactifs d'activités variables, quels sont les débits de doses (gamma, neutrons) au contact de ces véhicules, en champ proche (quelques mètres) et quelles sont les doses susceptibles d'être reçues par les riverains en fonction des trajets de ces véhicules ? On ne peut pas à la fois demander des efforts pour limiter les rejets de tritium à la cheminée, et ne pas informer la population qu'il ne faut pas stationner inutilement à proximité d'un véhicule portant le pictogramme du trèfle radioactif. L'impact des véhicules peut être potentiellement plus élevé que celui des rejets atmosphériques de l'installation. Début 2013, il y a eu un déclenchement du portique de sortie du site pour un camion qui transportait des déchets non contaminés : qu'est-ce qu'il y avait dans ce chargement ?
- V. Bouilly explique qu'il s'agit d'un chargement de déchets provenant du bâtiment réacteur, qui a été contrôlé en sortie de ce bâtiment sans que la faible irradiation ne soit détectée. A la sortie du site, les détecteurs du portail de sortie étant plus sensibles, la radioactivité a été détectée, et le camion rapatrié à l'intérieur du site. Un fourreau contenu dans le chargement avait été activé, à une valeur d'activité très faible (quelques becquerels par kilos).
- M. Mangion : la règle de base est d'appliquer le principe du zonage : préalablement au démantèlement d'une installation, l'exploitant établit des zones susceptibles de contenir des déchets radioactifs et des zones contenant uniquement des déchets conventionnels (non-nucléaires). Comme il n'y a pas en France de seuil d'exemption, tous les déchets en provenance d'une zone de déchets radioactifs sont à traiter comme des déchets radioactifs, quelle que soit leur activité. Dans le cadre de l'incident, il y a eu un mauvais tri de déchets qui provenaient d'une zone de déchets nucléaires et qui ont été traités comme des déchets conventionnels. Ce n'est pas satisfaisant du point de vue de l'ASN. L'exploitant doit mettre en place des mesures correctives pour s'assurer que cet écart ne se reproduira pas.

Serge Revel propose à Bruno Chareyron de poser ses questions par écrit au CIDEN avec copie au président de la CLI, et il suggère de passer à la présentation de l'ASN.

2. Appréciation 2012 du site par l'ASN.

Romain Pereira, inspecteur de l'ASN chargé du suivi du site de Creys-Malville, a succédé à Arnaud Lavérie. Il présente en annexe 3 l'appréciation 2012 du site. Serge Revel lui demande de ne pas passer toute la présentation car les personnes présentes l'ont déjà reçue et que l'heure est déjà bien avancée.

Il présente les autorisations de l'ASN, les événements significatifs et les inspections ayant eu lieu en 2012 et début 2013. Il présente ensuite la mise en demeure de l'exploitant de renforcer ses moyens de gestion de situation d'urgence. Cette mise en demeure n'a pas pu être levée suite aux inspections complémentaires et l'ASN a dû dresser un procès-verbal pour non-respect d'une mise en demeure. Enfin, il donne l'avis de l'ASN sur le site de Creys-Malville.

Eléments de débat :

- S. Revel remercie R. Pereira pour sa présentation. Il remarque que l'ASN fait un très bon travail, et qu'il y a quelques années, l'ASN ne serait pas allée jusqu'à une mise en demeure, c'est un progrès. C'est le signe que l'ASN a gagné en indépendance. Il demande la réaction de l'exploitant.
- V. Bouilly explique qu'en ce qui concerne l'accueil des pompiers à l'arrivée sur le site, l'exploitant a mis en place un plan d'action dès le 3 mai pour compléter la formation du personnel concerné sur une semaine. Elle précise que l'acquis des connaissances a été vérifié pour 100% des personnels. Un exercice inopiné sera réalisé en interne sur le site, indépendamment des exercices organisés par l'ASN.
- L'évolution de la CLI est très intéressante, et le fait que la CRIIRAD participe est inattendu et très rassurant. Ce genre d'exercice est apprécié.
- F. Giannocarro : Comment se positionne le peloton de gendarmerie en cas d'incident ?
- V. Bouilly : c'est la présence du combustible dans l'APEC qui justifie la présence du PSPG, la gestion d'un incident non sécuritaire n'est pas sa raison d'être. Il peut être envisagé d'utiliser le PSPG en cas d'incident à condition que sa mission première ne soit pas remise en cause.
- M. Mangion rappelle que le principal responsable de la sûreté est l'exploitant. C'est à lui de s'organiser pour s'assurer que les secours extérieurs sont en mesure d'intervenir. En particulier, l'ASN contrôle que l'exploitant est en capacité de fournir les informations nécessaires aux secours extérieurs.

Le Président Serge Revel clôt la séance à 20h15 et remercie les participants.

Le Président de la CLI

Serge Revel

